



## **PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

### **PREFECTURE**

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire n°2018-1061 du 02 mai 2018  
relatif à l'exploitation d'installations classées par la société MAJ ELIS  
32, chemin Latéral au chemin de fer à Pantin [93500]

Le Préfet de Seine-Saint-Denis  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment le livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, titre 1<sup>er</sup> « Installations classées pour la protection de l'environnement » et notamment ses articles L.181-1 à L.181-3, L.181-13 et suivants, R.181-45 et suivants ;

Vu le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-0308 du 9 février 2010 réglementant les activités de la société MAJ ELIS soumises aux rubriques suivantes : R.2340-1 (A), R.1.1.2.0 (A), R.1.3.1.0-1 (A), R.1.1.10 (D), R.2920-2-b (D), R.2910-A-2 (DC) et R.2921-2 (D) ;

Vu la demande du 21 mars 2018 présentée par la société MAJ ELIS en vue de bénéficier des droits acquis au titre de l'antériorité et visant l'abrogation des dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2010-0308 du 9 février 2010 non adaptées à l'activité de ce site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 12 avril 2018 proposant par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, de prendre acte des modifications sollicitées par la société MAJ ELIS le 21 mars 2018, suite à l'évolution de la réglementation ;

Considérant que l'activité de la société MAJ ELIS relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que suite à l'entrée en vigueur du décret n°2014-285 du 3 mars 2014, la société MAJ ELIS a présenté le 21 mars 2018, à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis, les informations requises par l'article L.513-1 du code de l'environnement et en particulier la proposition du classement administratif des ICPE qu'elle exploite sur le site de Pantin ;

Considérant que la société MAJ ELIS a sollicité par lettre du 21 mars 2018 l'abrogation de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2010-0308 du 9 février 2010 dans la mesure où les blanchisseries sont exclues du champ de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relative à la protection contre la foudre ;

Considérant que l'inspection a indiqué dans son rapport du 12 avril 2018 que la demande de bénéfice de l'antériorité et la demande d'abrogation d'un article figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation précité sont jugées recevables et que ces modifications seront actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que le rapport d'inspection a mentionné que le présent arrêté ne sera pas soumis pour avis, au CODERST ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

## ARRÊTE

Article 1er : La société Maj Elis dont les installations classées sont situées au 32, chemin Latéral au chemin de fer à Pantin [93500] doit se conformer aux obligations suivantes :

« Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral n°2010-0308 du 9 février 2010 sont remplacées par :

Le classement du site a été mis à jour, conformément au tableau suivant :

Rubriques	Libellé	Régime	Quantité/Volume
2340-1-b	Blanchisseries, laveries de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345. La capacité de lavage du linge étant : 1- Supérieure à 5 t/j.	E	Capacité 100 t/j
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds (...), si la puissance thermique nominale de l'installation est 2- Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	DC	<b>Chaufferie gaz Total : 10 MW</b> (1 chaudière de 9 MW pour la production de vapeur, 1 chaudière de 1 MW pour le chauffage)
2910-A-2	Combustion, à l'exclusion des rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds (...), si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2- Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	DC	<b>Séchoirs et machines gaz Total : 5,9 MW</b>
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) ; b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 Kw.	DC	<b>Puissance maximale 2326 kW (une tour en circuit ouvert)</b>
4130-2-c	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes.	D	<b>3,2 t</b>
4441-2	Liquides comburants catégorie 1,2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2- Supérieure ou égale à 2 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes.	D	<b>3,4 t</b>

La société MAJ ELIS n'est pas soumise aux dispositions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral n°2010-0308 du 9 février 2010. Le présent arrêté abroge l'article précité dudit arrêté préfectoral d'autorisation».

Article 2 : L'exploitant devra se conformer aux prescriptions annexées au présent arrêté, lesquelles devront être satisfaites dès notification du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à la société MAJ ELIS par lettre recommandée avec avis de réception.

Article 4 : En application de l'article R181-44 une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pantin et peut y être consultée.

Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établit un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fait parvenir à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'arrêté est publié sur le site de la préfecture de la Seine-Saint-Denis et au bulletin d'informations administratives.

#### **Article 5 : Voies et délais de recours**

En application des articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Montreuil, 7, rue Catherine Puig, 93100 Montreuil.

Les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Montreuil, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité de publicité (affichage ou publication sur internet).

#### Recours non contentieux

Le bénéficiaire a la possibilité d'effectuer dans un délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet de la Seine-saint-Denis, 1 esplanade Jean Moulin 93 007 Bobigny cedex ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur Le Ministre de la Transition écologique et solidaire – 92055 La Défense.

#### Réclamation

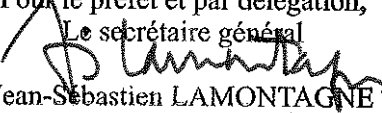
En application de l'article R.181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation au préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de constater l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet chargé de mission et de l'arrondissement chef-lieu, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le maire de Pantin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Jean-Sébastien LAMONTAGNE